



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Angers, le 18 janvier 2024

Direction de la santé publique et environnementale
Département : Santé Publique et Environnementale -
Maine-et-Loire

Affaire suivie par : Carole DANZIN
02 49 10 41 07
ars-dt49-spe@ars.sante.fr

La Directrice de la Santé Publique et
Environnementale

à

Hôtel de Ville et d'Agglomération
Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel -
Habitat
Rue Saint-Bonaventure
BP 62111
49321 CHOLET Cedex
À l'attention de Solenne PROUST

Objet : Modification N°3 du PLU de la commune de CORON - *Avis à rendre au plus tard le*
19/01/2024

Réf : Votre envoi du 19 décembre 2023 - Délibération de la Communauté d'agglomération du
Choletais du 21/03/2022

Le 19 décembre 2023, vous avez invité mes services à télécharger le dossier relatif à la modification
n°3 du PLU de la commune de CORON.

En effet, la commune de CORON ambitionne la réalisation d'un lotissement communal d'une
trentaine de lots (tranche 1) afin de conforter la vitalité de son centre bourg et proposer des parcelles
en adéquation avec les nombreuses demandes reçues en mairie (primo accédant, jeunes ménages,
familles avec enfants en bas âge...).

Cette modification a donc pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la **zone 2AU** pour
proposer une offre de logements à **CORON**, à plus court terme, en cohérence avec les orientations
inscrites au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du **PLU**. La commune
étant propriétaire du foncier, cette évolution peut ainsi s'opérer par une modification du PLU et non
pas par une révision telle que définie par l'article *L. 153-31 du code de l'urbanisme*.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure de modification sont :

- Ouvrir à l'urbanisation le lotissement « Le Coteau du Pinier » ;
- Inciter à une gestion des eaux pluviales à la parcelle ;
- Favoriser la densification des activités au sein de la zone de Chantelevent.

Concernant la protection des ressources en eau :

Le champ captant du Thoureil contribue avec celui de Montjean-sur-Loire (champ captant de l'île
Ragot) à l'alimentation de la commune de Coron (Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
DIDD-BPEF-2021 n°135 du 20 mai 2021 et arrêté DIDD/2010 n°375).
Pour rappel, tout secteur urbanisable doit s'avérer être raccordé au réseau d'adduction publique.

ars-dt49-spe@ars.sante.fr
02 49 10 48 25
Cité administrative - 26 ter rue de Brissac
49047 ANGERS CEDEX 01
www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr



Agir pour la santé de tous

QUALITÉ · USAGERS · INNOVATION · PRÉVENTION

Dans le cadre du lotissement envisagé, les annexes sanitaires devront notamment comporter le tracé des réseaux de distribution d'eau potable existants et prévisibles, les différents points d'intervention possibles sur ces réseaux : vannes, abonnés prioritaires et leur consommation minimale, les différents moyens de secours envisagés en cas d'indisponibilité de la ressource principale, maillage avec d'autres ressources, ouvrages de stockage et autres, ...

Conclusion : De par sa situation géographique, la commune de CORON, et par suite l'emprise du projet, est **située hors de tout périmètre de protection de captage destinée à la consommation humaine**. Aucun impact sur la ressource en eau destinée à la production d'eau potable n'est donc à redouter.

Pour autant, conformément à l'article R.122-5 du code de l'environnement, il conviendra, pendant la phase travaux de s'assurer qu'il n'y a aucun impact du projet sur la ressource en eau en se prémunissant de pollutions éventuelles (infiltrations souterraines ou par contact avec les remontées de nappes) ; pour cela, les entreprises se doivent de mettre en œuvre des mesures d'évitement et de protection du milieu récepteur.

Concernant les eaux pluviales :

Il est proposé de modifier l'article 4 de chacune de ces zones, afin de permettre et d'inciter à une gestion des eaux pluviales à la parcelle, sans recours au réseau collectif, pour y ajouter une obligation de maintenir des sols perméables. Le raccordement au réseau public, lorsqu'il existe, serait néanmoins une possibilité maintenue (voir *partie 3 -page 43-* sur l'évolution du règlement écrit quant à l'application de la gestion des eaux pluviales dans ces zones).

L'évolution de cette règle est inspirée de ce qu'il est envisagé d'inscrire dans le futur PLUi-H. La gestion des eaux pluviales à la parcelle permet en effet une meilleure infiltration de l'eau dans les différents horizons du sol, sans surcharger les réseaux d'eaux.

Conclusion : Le système mis en place doit être nécessairement entretenu afin d'assurer correctement le stockage des eaux de ruissellement.

LES NUISANCES SONORES

Depuis l'élaboration du PLU de CORON la RD960 est toujours classée à grande circulation. Ce classement n'impacte pas la présente modification du PLU puisque le lotissement envisagé « Le Coteau du Pinier » et la modification de la zone UC pour favoriser la densification des activités au sein de la zone de Chantelevent, ne se situent pas à proximité de la RD960.

Les enjeux sanitaires liés à l'aménagement des zones par rapport aux nuisances ne sont donc pas impactées dans le cadre de la modification n°3 du PLU de CORON ;

Carte issue du site des services de l'Etat dans le Maine-et-Loire relative au classement sonore, sous le lien :

[Classement sonore du département de Maine-et-Loire - Bruit des infrastructures de transports - Environnement, eau, chasse, pêche, forêt - Actions de l'État - Les services de l'État en Maine-et-Loire](#)



Conclusion : Les secteurs concernés par la modification du PLU de CORON ne se situent pas dans les bandes « affectées » par le bruit. Pour autant, le bruit résultant de l'activité ne devra pas être sources de nuisances sonores pour le voisinage.

● **Concernant la qualité de l'air :**

Les justifications apportées par le bureau d'étude sur le volet « qualité de l'air » n'appellent pas de commentaires supplémentaires de l'ARS, sauf pour ce qui concerne le risque lié au radon.

Risque lié à la présence du Radon : (commune en risque potentiel cat 3)

Le dossier ne mentionne pas ce risque d'exposition au Radon ; Une telle approche s'avère trop légère. Car si, à l'air libre, ce gaz est dilué et sa concentration est faible ; par contre, dans certaines conditions, il peut s'accumuler à l'intérieur des bâtiments et dégrader de manière importante la **qualité de l'air intérieur**.

La prévention des problématiques de l'air intérieur et du Radon est un des axes stratégiques des déterminants de santé. En l'espèce, de par le projet de lotissement, ce risque sanitaire d'exposition au radon doit être mentionné et pris en compte. Dès lors, il apparaît donc nécessaire d'inviter les futurs constructeurs à se prémunir efficacement contre ce risque, eu égard à la forte probabilité de voir ce gaz cancérigène migrer depuis la roche jusqu'à la surface.

Conclusion : Le projet devra apporter les mesures correctives ou préventives appropriées à la réduction de toute exposition au radon à l'intérieur des bâtiments à édifier. **Une telle démarche contribue à la prévention de ce risque pour la santé.**

Les conséquences sur l'environnement de ce projet :

D'une manière générale, ce projet va dans le sens d'un urbanisme favorable puisqu'il répond à un certain nombre d'objectifs tels que :

- il ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- il ne réduit pas un Espace Boisé Classé (EBC), une zone agricole (A) ou une zone naturelle (N),
- il ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances,
- il n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- d'inscrire les projets dans une démarche de développement durable en prenant en compte les enjeux environnementaux (gestion de l'énergie, confort thermique, qualité de l'air, etc.) dans la conception et l'exploitation-maintenance de ce centre :
- .
- Cependant, ce dossier révèle des fragilités/lacunes qui devront être éclaircies et prises en comptes, à savoir :
 - La mise en place de mesures d'évitement et de compensation pendant la phase des travaux ;
 - Les nuisances sonores et leurs impacts sur l'environnement immédiat pendant la phase des travaux et après se doivent d'être mentionnées et, les mesures d'évitement et/ou de compensation selon le cas devront être intégrées.

LE RÈGLEMENT :

Les justifications apportées dans le dossier sur ce volet n'appellent pas de nouveau commentaire de la part de l'ARS.

A la lecture de ce dossier, les risques et nuisances liés à ce projet ont, pour la plupart, été appréhendés (article L.1435-1 du code de la Santé publique). Les enjeux consistent donc, à ce que cette situation perdure voire s'améliore.

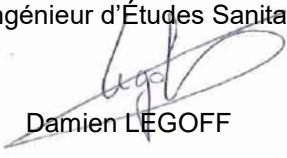
En conclusion, l'étude de ce dossier et les modifications envisagées sur le document d'urbanisme impactent peu les thématiques de santé environnementales et d'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS).

Sous réserve de la prise en compte effective des observations listées ci-avant, notamment sur le radon, mes services émettent un avis favorable sur le dossier de modification n°3 du PLU de CORON.

Le département « Santé publique et Environnementale » de la de Maine-et-Loire reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

P/ le Directeur de la Santé Publique et
Environnementale et par délégation

L'Ingénieur d'Études Sanitaires



Damien LEGOFF